

Paris, le 23 juin 2020

Les propositions de la Convention citoyenne Climat (CCC) : une chance pour la transition écologique et sociale

Après neuf mois de réflexion, le panel représentatif des 150 membres de la CCC a présenté ses propositions pour lutter contre le dérèglement climatique. Le MOUVES souhaite **saluer cet élan démocratique inédit** à une période où la participation citoyenne aux enjeux environnementaux est essentielle pour ne pas opposer “fin du monde et fin du mois”.

Nous regrettons par ailleurs que le patronat ait trop largement accueilli ces propositions avec circonspection. Là où la principale organisation patronale évoque une démarche irréaliste car supposément incompatible avec les intérêts des entreprises classiques, **l’entrepreneuriat à impact défend l’idée selon laquelle la transition de nos modèles d’hier est au cœur de la performance économique de demain**. La CCC n’est donc pas le symbole d’une écologie punitive mais d’un élan historique et démocratique en faveur d’un modèle de société plus juste et plus durable défendu par le MOUVES.

Pour Eva Sadoun, co-présidente du Mouves, “Il faut saluer l’exercice démocratique que constitue la Convention Citoyenne pour le Climat. L’ampleur du travail réalisé et l’ambition des propositions témoignent d’un fait incontestable : les citoyens ont une appréciation pertinente des enjeux de transitions, alignée sur les objectifs collectivement fixés depuis des années. Nous devons construire une économie à l’image de cette vision écologique qu’en ont les Français ! Il faut, pour cela, revaloriser le dialogue social et démocratique.”

Les conclusions de la CCC prouvent que la société toute entière est prête à s’engager en faveur d’un “jour d’après” écologique et social. Le MOUVES soutient donc la majorité des propositions retenues par la Convention, d’autant plus que plusieurs d’entre elles font écho au plaidoyer que nous portons avec d’autres depuis des mois, comme la mise en place d’un score carbone, des bonus fiscaux pour les entreprises ayant une évolution positive du bilan gaz à effet de serre, ou le financement de la transformation des outils de production de l’entreprise.

Ces travaux soulignent ainsi très bien que la remise en marche d’une économie forte, résiliente, durable ne peut être atteinte qu’au prix d’un investissement considérable dans le changement d’échelle des entreprises à Impact social et écologique, mais aussi la transformation sociale et écologique de toute les entreprises qui le souhaitent.

Nous saluons donc le travail mis en place par la CCC et des mesures que nous souhaitons défendre, approfondir et retravailler. Plutôt que de les balayer d’un revers de main, voyons ces travaux comme une contribution qui donne un élan, qui permet à la nation, ENFIN, de se poser

les bonnes questions pour faire face à l'urgence climatique et sociale, un défi dans lequel nous avons tous un rôle à jouer.

Le MOUVES s'engage donc à faire avancer ces réflexions, à s'appuyer sur cet élan et cette méthode démocratique pour faire avancer la réflexion citoyenne sur les enjeux de l'économie de demain.

Les conclusions de la CCC	Nos propositions
<p>Consommer responsable. Mettre en place un score carbone sur tous les produits de consommation et les services.</p>	<p>Consommer responsable. Nous avons proposé que chaque entreprise rende public son Impact Score (sur le même principe que le Nutri Score); ce dernier intègre notamment la mesure des émissions de gaz à effet de serre (SCOPE 1, 2 et 3)</p>
<p>Soutenir l'innovation. D'ici 2025 tout soutien à l'innovation doit s'inscrire dans une logique de sortie d'un modèle basé sur le carbone.</p>	<p>Innover pour le bien commun.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous sommes favorables à l'élargissement du crédit d'impôt recherche à l'innovation sociale et écologique, et demandons que la nouvelle loi PPLR facilite les collaborations vertueuses entre les associations et les entreprises. - Transformer Bpifrance, en banque de la transition écologique et sociale et faire de l'investissement public un pilier de la transformation des entreprises.
<p>Financer la transformation de l'outil de production</p> <ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place les modalités de financement par loi ou décret avec un emprunt d'Etat dédié au financement de la transformation des entreprises. -Accompagner les salariés et les entreprises dans la transition 	<p>Investir dans la transition sociale et écologique des entreprises avec</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un fonds d'investissement en fonds propre à hauteur d'1 milliard d'euros dédié à la transformation sociale et écologique des PME. Cela permettrait à l'Etat de devenir investisseur direct à hauteur de 15 à 25% dans des PME, mais aussi des coalitions ou groupements de PME, en échange d'une stratégie de performance économique mais aussi sociale et environnementale à long terme. - Filière - éco-conditionnalité - Pour former les décideurs, managers et salariés de demain, le Mouves propose la mise en place des Grandes Écoles de la Transition (réseau décentralisé de formation et de recherche à la transition, en s'appuyant sur les nombreuses initiatives existantes, inspiré du modèle de la

	Grande École du Numérique)
Bonus pour les entreprises ayant une évolution positive et conditionnement des aides publiques à l'évolution positive du bilan gaz à effet de serre.	Création d'un bonus-malus social et écologique pour l'ensemble des entreprises françaises, attribué selon leur Impact Score. Au niveau européen : <ul style="list-style-type: none"> - Conditionner le plan de relance de 750 milliards à des objectifs de transition écologique et sociale (à partir d'un label européen "Entreprises à impact") - Proposer que le projet de taxe carbone aux frontières de l'UE prenne aussi en compte les enjeux sociaux.
Soutenir le financement de la transformation de l'outil de production. Réglementer l'utilisation de l'épargne réglementée gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et les banques pour financer les investissements verts Élargir le périmètre de reporting au secteur financier - Renforcer les obligations de rapportage au secteur de la finance	Favoriser la transparence du secteur financier, et notamment de l'utilisation faite par les acteurs financiers de l'épargne des citoyens, pour pouvoir : <ul style="list-style-type: none"> - Obtenir des données uniformes gratuitement et réaliser des analyses comparées ; - Lancer un grand chantier d'évaluation de l'impact environnemental et social du secteur financier. A partir de cette meilleure information, défendre l'alignement de l'ensemble du secteur financier avec les objectifs 2°C de l'Accord de Paris : <ul style="list-style-type: none"> - Orienter les investissements publics et privés vers de grands projets de transition écologique de long terme ; - Défendre, au niveau européen, une vision ambitieuse du règlement "taxonomie", notamment dans la liste des éléments "néfastes pour l'environnement" que réalisera la Commission.

Le Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves) fédère et représente l'ensemble des entrepreneurs à Impact Social et Écologique en France. Il anime une communauté d'entrepreneurs pionniers partout en France, réunis pour que le modèle porté par les entreprises sociales qui s'appuie sur l'impact social, l'impact environnemental, le partage du pouvoir et le partage des richesses se développe en France et influence l'économie de demain.
www.mouves.org